



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Personne publique : CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE POITIERS
2 rue de la Milétrie
CS 90577

86021 POITIERS CEDEX

Objet de la consultation :

Concession de service portant sur la mise à disposition de divers emplacements pour l'installation et exploitation de cafétérias et boutiques presse
Consultation 24S156

Conclue sous le régime de concession de services en application des articles L1121-1 à L1121-3 et R3126-1 et suivants du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres : 07 avril 2025 à 16h00

Le fuseau horaire de référence est celui en vigueur à Paris

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Article 1. - Objet de la consultation – durée	3
1.1. -Objet de la consultation	3
1.2. -Durée	3
1.3. -Estimation financière.....	3
1.4.-Classification CPV	4
Article 2. - Dispositions générales	4
2.1. -Décomposition de la concession	4
2.2. -Forme juridique de l'attributaire	4
2.3. -Réponses aux questions des candidats et modification de détail au dossier de consultation	4
Article 3. - Délais de validité des propositions	5
Article 4. - Présentation des propositions	5
4.1. -Documents à produire.....	5
4.2. -Langue de rédaction des propositions.....	7
4.3. -Unité monétaire.....	7
Article 5. - Conditions d'envoi des propositions.....	7
5.1. Date et heure limite de réception :	7
5.3. Transmission électronique	7
Article 6. - Jugement des propositions	8
6.1. Critères de jugement des candidatures :	8
6.2. Critères de jugement des offres :	8
6.3. Visite de site:	10
6.4. Présentation de l'offre	10
6.5. Reprise du personnel	11
Article 7.Variantes.....	11
Article 8.Renseignements complémentaires	11
Article 9.Notification électronique	11

Article 1. - Objet de la consultation – durée

1.1.-Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet d'attribuer une concession pour occupation temporaire du domaine public à un ou plusieurs prestataires pour l'installation et l'exploitation de cafétérias et des points de vente presse (et divers articles) au profit de l'ensemble de la population hospitalière (patients hospitalisés, consultants, visiteurs, personnels, entreprises) fréquentant les établissements visés au paragraphe suivant.

Les emplacements de vente sont situés ici :

Site de Poitiers

- Actuellement deux locaux à la tour Jean Bernard (Cafétéria et boutique presse)
- Centre cardiovasculaire (CCV) une boutique restauration/presse
- Pôle Régional de Cancérologie une boutique restauration/presse (actuellement un service restreint dû aux travaux)

Site de Châtelleraut

- Un emplacement est prévu mais aucune prestation n'est assurée actuellement

Conformément à l'article L. 3132-1 du Code de la Commande publique, lorsque le contrat de concession emporte occupation du domaine public, il vaut autorisation d'occupation de ce domaine pour sa durée. En conséquence, elle n'est donc pas constitutive de droits réels et n'ouvre droit à aucune des dispositions relatives aux baux commerciaux. Le présent contrat est ainsi accordé à titre précaire et révocable

La présente concession est strictement personnelle. Le bénéficiaire ne pourra céder son droit d'occupation sous peine de résiliation immédiate.

Elle donne lieu au versement d'une redevance.

1.2.-Durée

La concession est passée pour une durée initiale de sept ans à compter du 06 octobre 2025 et sera ensuite reconductible trois fois un an.

Si toutefois la notification intervient moins de deux mois avant la date de démarrage une nouvelle date sera déterminée et fera l'objet d'un avenant.

1.3.-Estimation financière

La prestation est actuellement composée d'un seul contrat pour les trois points de vente du site de Poitiers.

Le chiffre d'affaires HT du site de Poitiers se décompose comme suit:

Total Poitiers CHU			
<i>Chiffre d'affaires (Montants en euros)</i>	2021	2022	2023
<i>Lecture</i>	74 456	86 782	114 249
<i>Boutique</i>	73 284	90 339	125 772
<i>Cafétéria</i>	1 020 599	1 205 116	1 493 757
<i>Autres</i>	7 800	7 782	6 796
TOTAL	1 178 160	1 392 041	1 742 597

A la fin du 1^{er} semestre 2024 le chiffre d'affaires s'élève à 938 631€ HT (avec le service actuellement réduit au PRC à cause de travaux).

Soit pour la durée totale du contrat une estimation de 14 400 000€ HT pour le lot 1.

Sur la base des chiffres dont nous disposons pour l'année 2023 la répartition des ventes entre les différents points de vente est ainsi :

• Tour Jean Bernard Cafétéria et boutique press	57%
• Tour Jean Bernard boutique presse	11%
• Centre cardiovasculaire (CCV) boutique restauration/presse	21%
• Pôle Régional de Cancérologie(PRC) boutique restauration/presse	11%

Aucun service n'étant actuellement disponible à Châtelleraut il n'est pas possible de communiquer le chiffre d'affaires mais compte tenu du nombre de lits et consultations nous l'estimons à 200 000€ par an (activité de cafétéria) soit 2 000 000€ pour la durée totale du contrat pour le lot 2.

Le candidat est réputé avoir pris en compte l'existence d'exploitations concurrentes sur les sites relevant d'autres contrats publics (notamment conciergerie, distributeurs automatiques et foodtrucks) et assume entièrement le risque d'exploitation.

L'estimation du chiffre d'affaires, fondée sur les chiffres de l'exploitant sortant, n'engage en aucun cas le CHU de Poitiers.

1.4.-Classification CPV

55330000-2 : Services de cafétéria

Article 2. - Dispositions générales

2.1.-Décomposition de la concession

La consultation comporte deux lots attribuables séparément

- Lot n° 1 : Exploitation de services de cafétéria et de points presse sur le site de Poitiers
- Lot n° 2 : Exploitation d'une solution de restauration sur le site de Châtelleraut

Les candidats peuvent répondre à un ou l'ensemble des lots.

Aucune proposition dépendant du nombre de lots obtenus ne sera examinée.

2.2.-Forme juridique de l'attributaire

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la date de signature de la concession, sauf après autorisation donnée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement, l'un des prestataires membres du groupement est désigné dans le contrat comme mandataire. Celui-ci représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonnera les prestations de la concession.

Les candidatures et offres doivent être signées, soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires.

Lors de l'attribution de la concession aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique mais le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement

2.3.-Réponses aux questions des candidats et modification de détail au dossier de consultation

Afin de ne pas repousser la date limite de remise des plis, la personne publique se réserve la possibilité de ne pas apporter de réponse aux questions des candidats posées dans les 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront, alors, répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. En cas de modification de détail dans un délai inférieur à celui mentionné ci-dessus, la date limite de remise des plis sera repoussée afin que les candidats disposent du même nombre de jours avant la remise des plis.

Article 3. - Délais de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la date limite fixée, pour la réception des propositions, à l'Article 5. - Conditions d'envoi des propositions du présent règlement.

Article 4. - Présentation des propositions

4.1.-Documents à produire

La proposition sera constituée de deux dossiers, à déposer en même temps, un pour la candidature et l'autre pour l'offre initiale.

ETAPE CANDIDATURE

Les candidats auront à produire un dossier comprenant les pièces suivantes :

A l'appui de la candidature

1. *La lettre de candidature (DUME ou DC1 ou forme libre) dument complété.*
2. *La déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DUME ou DC2 ou forme libre) dument complété en fonction des modalités indiquées ci-après.*
3. *La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;*
4. *Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (forme libre)*
5. *Le ou les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DUME ou DC2 ou forme libre)*
 - a) *Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;*
 - b) *Références pours prestations similaires*

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

En application de l'article L.3123-20 du code de la commande publique, il pourrait être demandé aux entreprises dont la candidature est incomplète, de fournir les justificatifs manquants dans un délai précisé dans le courrier, ce délai ne pourra pas être supérieur à 5 jours à compter de la date d'envoi de la demande, transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité. La personne publique pourra également demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

ETAPE OFFRE INITIALE

A l'appui de l'offre

1. La concession (CCAP) dûment remplie, datée et signée par la personne habilitée à engager la société. Le document joint au dossier de consultation sera obligatoirement utilisé
2. Le tableau d'offres dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société. Le document joint au dossier de consultation sera obligatoirement utilisé et entièrement complété sous peine d'irrecevabilité de l'offre
3. L'attestation de visite (qui sera transmise aux candidats présents à la visite) pour le lot 1
4. Attestations d'assurances responsabilité civile et dommages aux biens et autres risques professionnelles
5. Le questionnaire dûment rempli (voir ci-dessous)
6. Les entreprises auront à produire un dossier technique sur la base du questionnaire comprenant en langue française l'ensemble des pièces suivantes sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

Le lot 1 comporte une variante, le dossier devra alors être présenté pour l'offre de base et la variante

- -Planning de démarrage de l'exploitation (notification prévue en juin)
- Un descriptif technique (détail des aménagements équipements, matériels, capacité d'accueil)
- Un descriptif architectural et un visuel de l'installation
- Le détail du concept/projet proposé par le candidat
- Les horaires d'ouverture proposés
- Les modalités de gestion des heures de forte affluence
- La liste et description des produits proposés et tarifs actuels et formules
- Moyens de paiement acceptés
- Description pour les moyens mis en œuvre pour la réduction des emballages (notamment plastique)
- Description des actions, spécifiques au site de vente, en faveur de l'environnement (bio, circuit court etc)
- Possibilité de poubelles de tri
- Gestion des périmés
- Les moyens humains, techniques, et logistiques dédiés à la prestation
- La politique RSE du personnel repris sur site (ou futurs recrutements) et actions d'insertion possible pour le lot 2,
- Description des moyens mis en œuvre pour respecter les règles d'hygiène dont le protocole de nettoyage
- Possibilité et modalités de remises pour les employés et étudiants du CHU de Poitiers (indiquer type de support le cas échéant)

Le questionnaire doit être rempli entièrement (sans simple renvoi à un autre document) sous peine d'irrecevabilité de l'offre

Les documents doivent être fournis sous format électronique non modifiable.

Remarques si recours à la sous-traitance ou à la constitution de groupements :

Pour chaque sous-traitant présenté avec l'offre, le candidat devra joindre :

- Le projet d'acte spécial de sous-traitance (DC4).
- Les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du sous traitant comme précisé ci-dessus.

En cas de réponse sous forme de groupement, l'ensemble des documents demandés ci-dessus sera fourni par chacun des membres du groupement.

Documents à fournir par les candidats retenus uniquement

Le candidat retenu, ayant produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ne saurait être désigné définitivement comme concessionnaire qu'à la condition de produire, dans un délai maximum de huit jours à compter de la date d'envoi de la demande par la personne publique,

transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité, les pièces et attestations suivantes :

- Pour les candidats établis en France, l'un des documents listés à l'article D 8222-5-2° du code du travail (article D 8222-7-1°-a pour les candidats établis à l'étranger)
- Une attestation de déclarations sociales (formulaire URSSAF relatif aux déclarations sociales et intitulé « Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales ») datant de moins de six mois par rapport à la date de la demande,
- Les attestations justifiant de la régularité de la situation du candidat eu égard à ses obligations fiscales.

Passé ce délai, la demande sera faite auprès du candidat classé n°2 et ainsi de suite.

4.2.-Langue de rédaction des propositions

La réponse et les propositions doivent être rédigées en langue française.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

4.3.-Unité monétaire

Les candidats sont informés que la personne publique conclura la concession dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Article 5. - Conditions d'envoi des propositions

5.1.Date et heure limite de réception :

Les dossiers devront parvenir **avant le**

**07 avril 2025 à 16 heures,
date limite de remise des offres.**

Les candidats doivent impérativement **envoyer leur offre par voie dématérialisée.**

Toute offre papier sera rejetée pour irrégularité (sauf en application des dispositions fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, conformément à l'arrêté du 22/03/2019 – texte n°15).

La copie de sauvegarde doit être transmise à la Direction des Achats – Cellule des marchés – 2 rue de la Milétrie – CS 90577 – 86021 POITIERS CEDEX

Cependant, le candidat conserve la faculté d'envoyer par une autre voie (papier par exemple), les documents et pièces que le candidat ne peut matériellement transmettre en format électronique (par exemple : les échantillons, plan, esquisses, maquettes, catalogues...) et qui ne modifient pas les caractéristiques essentielles de l'offre.

5.2.-Modalités de transmission électronique

En cas de plusieurs envois successifs, seulement le dernier envoi pourra être retenu. Si le candidat souhaite procéder à un rectificatif de dossier avant la date limite de remise des offres il doit transmettre un dossier complet.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

Une fois déposée, aucune offre ne peut être retirée ou modifiée ; mais le candidat peut, suivant la même procédure, faire un additif à son offre avant la date limite de réception des offres fixée par le présent règlement de la consultation.

5.3.Transmission électronique

En cas de problème de téléchargement du DCE ou de mise en ligne d'une offre électronique, il convient de s'adresser à la hotline entreprise de la plateforme.

Article 6. - Jugement des propositions

6.1.Critères de jugement des candidatures :

Le jugement des candidatures sera effectué à partir du critère suivant

Capacités financières

6.2.Critères de jugement des offres :

Pour le lot 1

Critère °A : Qualité de l'offre	Note maximum : 70	Echelle
Sous critère A1- Variété de l'offre et qualité des produits proposés	Sur 25 points maxi	Ce critère sera noté sur une échelle de 0 à 25, sachant que la note minimale correspondra à une évaluation "Très mauvais" et la note maximale "Excellent".
Sous critère A-2 adéquation de l'installation (esthétique, contraintes d'installation, modalités de paiement, horaires d'ouverture, capacité)	Sur 30 points maxi	Ce critère sera noté sur une échelle de 0 à 30, sachant que la note minimale correspondra à une évaluation "Très mauvais" et la note maximale "Excellent".
Sous critère A-3 Action en faveur du développement durable (circuit court, réduction d'emballages plastiques, tri)	Sur 10 points maxi	Ce critère sera noté sur une échelle de 0 à 10, sachant que la note minimale correspondra à une évaluation "Très mauvais" et la note maximale "Excellent".
Sous critère A-4 Politique RSE du personnel sur site	Sur 5 points maxi	Ce critère sera noté sur une échelle de 0 à 5, sachant que la note minimale correspondra à une évaluation "Très mauvais" et la note maximale "Excellent".

CRITERE B – CONDITIONS FINANCIERES	Note maximum : 30	Observations
Sous critère B1 : pourcentage proposé sur chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de la prestation**	Sur 10 points maxi	Note maximale attribuée au pourcentage le plus élevé, pour les autres notes la formule suivante sera appliquée Formule : $(Pc/P) \times 10$ P = Pourcentage le plus élevé Pc = Pourcentage à comparer
Sous critère B2 Montant minimum de redevance	Sur 10 points maxi	Note maximale attribuée au montant le plus élevé, pour les autres notes la formule suivante sera appliquée Formule : $(Mc/M) \times 10$ M = Montant le plus élevé Mc = Montant à comparer
Sous critère B3 Prix de vente aux usagers (sur la base des produits mentionnés au tableau d'offre, à contenance équivalente*)	Sur 5 points maxi	La note maximum sera donnée au prix total le plus bas. Puis la formule suivante sera appliquée : Formule : $(P/Pc) \times 5$ P : Prix le plus bas Pc : Prix à comparer

Sous critère B4 Remise accordé au personnel (produits éligibles)**	Sur 5 points maxi	Note maximale attribuée au pourcentage le plus élevé, pour les autres notes la formule suivante sera appliquée Formule : $(Pc/P) \times 5$ P = Pourcentage le plus élevé Pc = Pourcentage à comparer
--------------------------------------------------------------------	-------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**si les contenances proposées diffèrent entre les candidats le montant pourrait être recalculé par la personne publique selon une contenance égale afin de comparer les offres sur une base équitable*

*** Si les taux sont différents selon les types de produit le taux moyen sera pris en compte*

Pour le lot 1 l'offre de base et la variante feront l'objet d'analyses séparées (mêmes critères) et le pouvoir adjudicateur prendra la décision de retenir l'offre de base ou la variante à l'issue de la mise en concurrence

Pour le lot 2

<u>Critère °A : Qualité de l'offre</u>	Note maximum : 70	Echelle
Sous critère A1- Variété de l'offre et qualité des produits proposés	Sur 15 points maxi	Ce critère sera noté sur une échelle de 0 à 15, sachant que la note minimale correspondra à une évaluation "Très mauvais" et la note maximale "Excellent".
Sous critère A-2 adéquation de l'installation (esthétique, contraintes d'installation, modalités de paiement, horaires d'ouverture, capacité)	Sur 30 points maxi	Ce critère sera noté sur une échelle de 0 à 30, sachant que la note minimale correspondra à une évaluation "Très mauvais" et la note maximale "Excellent".
Sous critère A-3 Action en faveur du développement durable (circuit court, réduction d'emballages plastiques, tri)	Sur 10 points maxi	Ce critère sera noté sur une échelle de 0 à 10, sachant que la note minimale correspondra à une évaluation "Très mauvais" et la note maximale "Excellent".
Sous critère A-4 Politique RSE du personnel sur site	Sur 5 points maxi	Ce critère sera noté sur une échelle de 0 à 5, sachant que la note minimale correspondra à une évaluation "Très mauvais" et la note maximale "Excellent".
Sous critère A-5 Actions d'insertion proposées	Sur 10 points maxi	Ce critère sera noté sur une échelle de 0 à 10, sachant que la note minimale correspondra à une évaluation "Très mauvais" et la note maximale "Excellent".

<u>CRITERE B – CONDITIONS FINANCIERES</u>	Note maximum : 30	Observations
Sous critère B1 : pourcentage proposé sur chiffre d'affaires réalisé dans le cadre de la prestation**	Sur 10 points maxi	Note maximale attribuée au pourcentage le plus élevé, pour les autres notes la formule suivante sera appliquée Formule : $(Pc/P) \times 10$ P = Pourcentage le plus élevé Pc = Pourcentage à comparer
Sous critère B2 Montant minimum de redevance	Sur 10 points maxi	Note maximale attribuée au montant le plus élevé, pour les autres notes la formule suivante sera appliquée Formule : $(Mc/M) \times 10$ M = Montant le plus élevé Mc = Montant à comparer

Sous critère B3 Prix de vente aux usagers (sur la base des produits mentionnés au tableau d'offre, à contenance équivalente*)	Sur 5 points maxi	La note maximum sera donnée au prix total le plus bas. Puis la formule suivante sera appliquée : Formule : $(P/P_c) \times 5$ P : Prix le plus bas Pc : Prix à comparer
Sous critère B4 Remise accordé au personnel (produits éligibles) **	Sur 5 points maxi	Note maximale attribuée au pourcentage le plus élevé, pour les autres notes la formule suivante sera appliquée Formule : $(P_c/P) \times 5$ P = Pourcentage le plus élevé Pc = Pourcentage à comparer

**si les contenances proposées diffèrent entre les candidats le montant pourrait être recalculé par la personne publique selon une contenance égale afin de comparer les offres sur une base équitable*

*** Si les taux sont différents selon les types de produit le taux moyen sera pris en compte*

ETAPE OFFRE FINALE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier ou d'attribuer la concession sans négociation si les offres sont considérées optimales

A l'issu de l'étude initiale de l'offre, les présentations et une éventuelle négociation les candidats seront invités à présenter une offre définitive. Les précisions concernant les offres seront transmises sur la plateforme PLACE et les offres définitives y seront déposées selon un calendrier qui sera transmis ultérieurement.

En application des critères de choix ci-dessus, l'offre ayant obtenu la note globale la plus élevée sera retenue comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse et sera classé en première position.

6.3. Visite de site:

La visite figurant ci après est obligatoire sous peine de rejet de l'offre du candidat pour le lot 1

La visite est organisée le 21 février 2025 à 14h00 RDV dans le hall d'accueil de la tour Jean Bernard.

Merci de vous inscrire au préalable auprès de Mme Deserbais valerie.dersebais@chu-poitiers.fr

Le candidat devra joindre à son dossier de candidature l'attestation de visite dûment signée qui sera remise en fin de visite.

Le CHU se réserve la possibilité d'organiser d'autres dates de visite ultérieurement à sa seule initiative.

Aucune visite n'est prévue sur les sites de Châtellerault (lot 2) au vu de l'absence d'installation mais les candidats intéressés peuvent s'y rendre sans être accompagnés si besoin.

6.4. Présentation de l'offre

Une présentation de l'offre pourrait être exigée sur demande expresse du CHU de Poitiers.

Dans ce cas l'offre devra comporter une présentation des offres techniques, par des représentants qualifiés du candidat (4 personnes au maximum). La présentation durera un maximum de deux heures par candidat pour le lot 1 et une heure pour le lot 2.

Les candidats seront convoqués par courrier adressé par voie dématérialisée. Ce courrier leur précisera le lieu et l'heure de leur présentation.

Les présentations sont prévues du 16 au 18 avril mais le CHU se réserve la possibilité de reporter ces dates en cas de besoin. Les candidats identifiés en seront informés.

La présence du candidat aux jour et heure indiqués est obligatoire sous peine du rejet de son offre.

6.5.Reprise du personnel

La masse salariale du lot 1 est indiquée an annexe au CCTP. Etant donné que le personnel est susceptible d'évoluer entre la publication et l'attribution de la concession, un temps suffisant sera laissé pour accomplir les démarches avant le démarrage de la concession.

Pour rappel il n'y a aucun service existant sur le site de Châtelleraut.

Article 7.Variantes

7.1.Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

7.2. Variantes à l'initiative de la personne publique

Pour le lot 1 une variante obligatoire concernant le point de vente de la tour Jean Bernard sans la boutique presse dont le détail figure au CCTP.

Une réponse à l'offre de base est aussi obligatoire

Cette variante doit obligatoirement être présentée par le candidat sous peine de rejet de son offre. Elle pourra être retenue par le pouvoir adjudicateur à l'issue de la consultation.

Article 8.Renseignements complémentaires

L'espace d'échanges sécurisé du portail « PLACE » doit être utilisé pour poser une question au pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée à tous les candidats identifiés ayant été destinataires du dossier.

Article 9.Notification électronique

Le C.H.U. de Poitiers notifie ses marchés publics et concessions par voie électronique uniquement. L'attributaire sera invité par mail à retirer la concession sur la plateforme d'échanges électroniques « PLACE ». La date de notification correspondra à la date de retrait.

L'utilisation de la plateforme ne nécessite aucun enregistrement préalable et n'occasionne aucune dépense supplémentaire pour l'attributaire. Seul un accès Internet est nécessaire.